

*Discours politiques et jugements populaires: la dialectique de survie au Zaïre **

NGOIE TSHIBAMBE
Universidad de Lubumbashi (Zaïre)

Introduction

Le 24 Avril 1990, le Président de la République du Zaïre, M. Mobutu Sese Seko, qui avait ouvert par la force la page de l'histoire de la deuxième République la fermait en paix. Il l'a fermée en annonçant la naissance de la 3^e République et l'introduction du multipartidisme dans la vie politique du pays, cela pour répondre aux vœux du peuple zaïrois qui s'est exprimé dans ce sens au cours d'une vaste campagne de consultations populaires qui ont eu lieu de février à mars de cette année. Cette décision peut être lue comme une solution —politique— au mal qui ronge la société zaïroise. Ce mal, c'est la crise, c'est la situation catastrophique que traverse le pays et qui fait dire à d'aucuns que l'Etat y en est «en complète faillite et en décomposition avancée»¹.

S'il est devenu un langage commun de parler de la crise du Zaïre, il faut également noter que le défi de survie auquel la société zaïroise est obligée fait apparaître cette dernière comme bloquée et surtout éclatée. Car, lorsque nous scrutons les forces sociales constitutives de l'arène politique, il se dégage une double lecture de cette crise ainsi qu'un contraste dans les pratiques pour y faire face.

Dans cette étude, partant du contexte de crise du Zaïre, nous tenterons de décoder la perception qu'en ont d'une part la classe dirigeante, d'autre part la masse populaire. En deuxième lieu, nous analyserons les conséquences de cette perception duelle sur les pratiques de acteurs sociaux.

* Este artículo, redactado en el verano de 1990, permite comprender mejor los acontecimientos de septiembre de 1991 y febrero de 1992, en Kinshasa.

1. L. MONNIER, «Rôle géostratégique du Zaïre dans l'aire conflictuelle d'Afrique Australe», in *Genève-Afrique*, vol. XVIII, núm. 2, 1988, p. 83.

I. Interprétation de la crise zaïroise

Il n'est pas tellement indiqué de reprendre ici de larges développements sur les multiples facettes de la crise zaïroise. Une littérature abondante et disponible circule à ce sujet². Ce que nous pouvons néanmoins noter, c'est le fait que cette crise s'est exacerbée à partir de 1973-1974 lorsque le gouvernement zaïrois prit, pour assurer son indépendance économique, des mesures de zaïrianisation, ainsi que le dira Gérard Chaliand: «Après une brève période de boom (1969-1971), l'économie zaïroise, qui passe du libéralisme économique à la zaïrianisation et de celle-ci à une nouvelle politique de libéralisation, entre dans une crise structurelle, qui, la corruption aidant, n'a cessé de s'approfondir»³. Les Rapports annuels de la Banque du Zaïre, de 1973 à nos jours, détailleront, du reste, cette évidence.

Notre ambition n'étant pas de rappeler cette crise, nous allons chercher à décoder la manière dont les différents acteurs zaïrois essaient d'expliquer cette crise. Mais de quels acteurs s'agit-il?

En effet, toute société organisée politiquement se trouve divisée en deux classes si nous tenons compte du rapport commandement/obéissance. Jean-William Lapierre et Pierre Clastres ont situé ce phénomène dans la nature humaine⁴. À considérer le Zaïre, il faut reconnaître que dès son accession à l'indépendance, deux priorités ont été à l'ordre du jour des successeurs de l'administration coloniale. À ce sujet, D.-G. Lavroff écrira: «Au moment de l'accession des Etats d'Afrique noire à l'indépendance, deux problèmes complémentaires se posaient; il fallait construire une nation à l'intérieur des frontières issues de l'époque coloniale et mettre en place des institutions politiques et administratives pour créer un Etat»⁵.

Ces deux priorités, le «nation building» et le «state building», d'ailleurs communes à tous les territoires africains, sont devenues une urgence pour le Zaïre car cinq ans durant (de 1960 à 1965), ce pays a failli éclater des guerres intestines et des mouvements sécessionnistes, ce que la presse internationale a décrit comme la «congolisation». La conséquence en a été «la désintégration de

2. Voir entre autres, Y. CRAWFORD: «Zaire: The Unending crisis», in *Foreign Affairs*, num. 1, Fall 1978, pp. 169-185; Ph. Decraene, *L'Afrique Centrale*, Paris, CHEAM, 1989, chap. IX: le Zaïre; Collectif, *Pile et Face. Bilan de la coopération belgo-zaïroise*, Bruxelles, la Revue nouvelle et CNCD, 1988; F. BEZY, J.P. PEEMANS et J.M. WAUTELET, *Accumulation et sous-développement au Zaïre. 1960-1980*, Louvain-la-Neuve, Presses universitaires de Louvain, 1981. M.G. SCHATZBERG, *The Dialectics of Oppression in Zaire*, Bloomington and Indianapolis, Indiana University Press, 1988; G.J. BENDER, J.S. COLEMAN et R.L. SKLAR (éds), *African crisis areas and U.S. Foreign policy*, Los Angeles, London, University of California Press, 1985, spécialement sur le Zaïre, pp. 209-238.

3. G. CHALIAND, *L'enjeu africain. Stratégies des puissances*, Paris, Seuil, 1980, pp. 96-97.

4. P. CLASTRES, *La Société contre l'Etat*, Paris, Minuit, 1974.

5. D.-G. LAVROFF, *Les Partis politiques en Afrique noire*, Paris, PUF, 1970, p. 89.

l'Etat»⁶, un lourd héritage que le Président Mobutu s'est dû de relever lorsqu'il est arrivé au pouvoir en 1965. Ce processus de consolidation et de construction de l'Etat au Zaïre a charrié l'émergence d'une classe intimement liée au pouvoir. Ce bloc historique dominant, appelé par les uns, «oligarchie au pouvoir»⁷ et par les autres, «aristocratie politique zaïroise»⁸ constitue la première catégorie d'acteurs dont nous considérons l'interprétation de la crise.

A l'autre extrême, il y a ceux qui obéissent, qui sont marginalisés, les laissés-pour compte qui vivent dans la «zone de non-existence», selon la métaphorique expression du Professeur Ilunga Kabongo, ceux qui appliquent l'article «15» zaïrois (débrouillez-vous). Ce bloc, aussi hétérogène que le premier, est composé de ceux qu'en Amérique latine, on appelle les «pobladores»⁹. C'est la masse populaire, représentative de la «société civile» au sens où essaie de la cerner J.-F. Bayart¹⁰. Nous n'avons pas trouvé meilleure définition de ce bloc que celle qui le conçoit comme «l'ensemble de ceux qui n'ont pas l'initiative du changement sociétal, soit qu'ils soient manipulés et interviennent de manière hétéronome, soit qu'ils soient maintenus hors du champ politique, soit enfin qu'ils n'exercent aucun pouvoir direct sur le système de décisions»¹¹.

Si pour la classe dirigeante, nous nous réferrons aux discours prononcés par le Chef de l'Etat, le Président de la République, c'est en raison de sa primauté politique, constitutionnelle (du moins dans les différentes constitutions de la 2^e République) et sociologique: c'est lui qui incarne cette classe, la représente, voire la module. De ses discours, nous prendrons six pour notre étude¹². Quant à la masse populaire, ses jugements sont récoltés dans la rue, dans les conversations aux marchés; ces jugements populaires ont été systématisés dans des mémoranda (dont nous disposons quelques-uns) sollicités par le Chef de l'Etat zaïrois, dans le cadre de consultations populaires ci-haut citées.

6. F. BEZY, et alii, *op. cit.*, pp. 52-60.

7. M. BENCHENANE, *Les coups d'Etat en Afrique*, Paris, Publisud, 1983, p. 124.

8. T.M. CALLAGHY, «La dette extérieure du Zaïre», in Collectif, *Pile et Face, Bilan de la coopération...*, *op. cit.*, p. 59.

9. F. PINGEOT, «Les mouvements sociaux urbains dans les sociétés dépendantes», in *Revue Tiers Monde*, núm. 72, T. XVIII, Octobre-Décembre 1977, p. 863.

10. J.-F. BAYART, «La Revanche des sociétés africaines», in *Politique Africaine*, núm. 11, Septembre 1983, pp. 99-101.

11. A. TOURAINE, cité par F. PINGEOT, *art. cité.*, p. 863.

12. Il s'agit de discours:

— d'ouverture du Congrès du MPR en décembre 1982;

— à la clôture des travaux du Colloque organisé par l'Université de Kinshasa sur «La crise de l'économie zaïroise», 1987;

— d'ouverture du IV^e Congrès du MPR en Mai 1988;

— devant la jeunesse du Parti, Octobre 1988;

— à la 44.^e Assemblée de l'ONU, Octobre 1989 (New York);

— discours message à la Nation, Janvier 1990.

Ses discours se trouvent reproduits dans *Elima*, quotidien national, Kinshasa.

I.1. *La classe dirigeante et la crise*

Lorsque le Président Mobutu est arrivé au pouvoir en 1965 jusque vers les années 1973-1974, le Zaïre a eu à passer une période de vache grasse: d'une part les infrastructures leguées par le colonisateur n'étaient pas encore complètement tombées en vétusté, d'autre part, les produits d'exportation, notamment le cuivre, généraient des ressources abondantes. Ce décor était également agrémenté par d'importants flux des capitaux américains drainés au Zaïre dont la diplomatie américaine sous l'impulsion de l'ambassadeur Sheldon Vance, voulait faire un «showcase» de la coopération U.S. en Afrique¹³. Pendant cette belle époque, les dirigeants politiques zaïrois ont échaffaudé un discours onirique où ils parlaient de la «révolution-comparaison» (1967-1979), de l'«Objectif 80» (1969-1970)¹⁴. Cependant et peu après, l'ère des désillusions ayant accéléré sa marche avec, sur le plan mondial, la crise de l'énergie et la subite détérioration des termes de l'échange, et sur le plan national, l'échec des mesures de zaïrianisation, la répression de la parole empêcha que mot soit dit du revirement de la situation socio-économique du pays. L'exacerbation de la crise économique a néanmoins amené les dirigeants à reconnaître l'ampleur de celle-ci.

C'est dans cette perspective qu'il sied de comprendre l'empressement avec lequel le Chef de l'Etat zaïrois se mit à dénoncer les «dix fléaux» qui rongent la société zaïroise (1976-1977). Cette culpabilisation du peuple zaïrois, de laquelle le Chef de l'Etat s'excluait lui-même, devait accroître la charge émotionnelle du peuple autour du «Guide de la Révolution» pour relever ces genres des défis de société.

En effet, à analyser la structuration explicative de la crise socio-économique du pays sur base de discours retenus, il ressort que le Chef de l'Etat zaïrois adopte deux types d'argumentation.

Devant l'opinion nationale, il incrimine les cadres du parti, alors le Mouvement Populaire de la Révolution (MPR), du sommet à la base comme responsables de la détérioration de la situation intérieure. Aux cadres, ses proches collaborateurs, il reprochera la complicité/duplicité avec les milieux d'affaires étrangers, les détournements des deniers publics, l'embourgeoisement ostentatoire, tandis que aux cadres de base, les militants dont une vigilance tout azimut était exigée, il fera reproche de la non-exécution des décisions du sommet, l'abus des biens publics, la dérobade pour payer impôts et taxes (Cf. Discours d'ouverture du IV^e Congrès du MPR, 1988).

Dans le même sens, intervenant le 29 Mars 1987 à la clôture officielle des travaux du colloque organisé par l'Université de Kinshasa sur «La crise de l'économie zaïroise et la recherche de nouvelles bases du développement national»,

13. Y. Crawford, «The Zairian crisis and American Foreign Policy», in G.J. BENDER et alii (éds), *op. cit.*, págs. 216-218.

14. Le Chef de l'Etat disait en Lingala (1970): «Na 80, tokozala I^{er}; soki I^{er} te, 2^e; soki 2^e te, 3^e; 4^e place tokodima te» (en 1980, nous serons en première position, ou bien en deuxième ou en troisième; quant à la quatrième position, nous ne l'accepterons pas).

le Président Mobutu interrogera la conscience des universitaires et intellectuels zaïrois en ces termes: «La question que je me pose et que je vous pose est la suivante: qui entretient la crise? Quel a été jusqu'ici l'apport particulier de chaque intellectuel universitaire dans la solution générale pour sortir de la crise? (...) Au bout du compte, qui fait la crise, qui fait le système? Qui vous demande de transformer l'entreprise publique dont vous avez la gestion en une sorte de société familiale? Qui vous demande de travailler deux heures sur huit?» (Allo-cution présidentielle au Colloque de l'Université de Kinshasa, Mars 1987).

En incriminant ses proches collaborateurs, le Chef de l'Etat s'associe au peuple dont il sollicite le renouvellement de la confiance pour lui, le «Père de la Nation» qui démasque vite les détracteurs de la révolution. Il en est de même lorsqu'il condamne le peuple: faut-il tout attendre du «Père de la Nation» lorsque c'est le peuple qui sape les bases du développement. C'est dans cette optique qu'il faut situer sa phrase dans un discours: «Le Président-Fondateur n'est pas un magicien. Seul, il ne peut rien. Avec l'appui du peuple, il peut tout».

Ayant inoculé le complexe de culpabilité chez les uns et chez les autres, le Chef de l'Etat développera sa seconde argumentation où il situe la crise du pays dans la conjoncture internationale caractérisée par la constante détérioration des termes de l'échange, situation que le Zaïre ne peut maîtriser.

En effet, ces deux types d'argumentation qu'il développe devant l'opinion nationale varieront au gré de la mobilisation de soutiens qu'il attend: tantôt, il insistera sur la première, tantôt sur la seconde argumentations.

Par ailleurs, devant l'opinion internationale, le Chef de l'Etat a toujours invariablement argumenté sur le poids des causes exogènes pour expliquer les difficultés socio-économiques du pays (et du Tiers Monde en général). La détérioration des termes d'échange, la charge de la dette sont, pour lui, justiciables du sous-développement. «Deux phénomènes majeurs étroitement liés, entraînent tout effort de croissance et de développement de nos économies: le poids asphyxiant de la dette extérieure et la détérioration constante des termes de l'échange», dira la Chef de l'Etat zaïrois à l'O.N.U. (Discours du 4 Octobre 1973 à l'ONU).

Pour tout dire de la lecture de la crise par la classe dirigeante zaïroise, il est opportun de noter la réversibilité de ces deux types d'argumentation qui permettent au «Guide de la Révolution zaïroise, il est opportun de noter la réversibilité de ces deux types d'argumentation qui permettent au «Guide de la Révolution zaïroise» de s'engager et de se dégager sans se mettre en cause lui-même. Si telle est la lecture de la première classe, qu'en pense la masse zaïroise? Accepte-t-elle cette interprétation? Nous abordons ces aspects dans le point suivant.

I.2. *L'opinion populaire devant la crise*

Dans la note introductive à la première partie de l'ouvrage collectif «Pile et Face. Bilan de la coopération belgo-zaïroise», nous pouvons y lire: «S'il y

a unanimité sur le diagnostic, il y a cependant des divergences d'interprétation, celles-ci proviennent partiellement du caractère non linéaire de cette détérioration... Le régime et ses défenseurs se basent sur cette évolution erratique pour privilégier essentiellement les facteurs externes de la crise... pareille approche est cependant largement rejetée par les observateurs hors du Zaïre»¹⁵. Si cette présentation est exacte parce qu'elle parle de deux approches d'interprétation de la crise, nous pensons pour notre part qu'il n'y a pas que les «observateurs hors du Zaïre», mais aussi et surtout la masse populaire zaïroise qui pensent et affirment que la cause du «mal zaïrois» réside «dans le népotisme, la corruption et la gabégie caractéristiques d'un régime autoritaire qui vit sur le pays en parasite et voue à l'échec tout effort sérieux de développement»¹⁶.

Les preuves de cette opinion populaire, nous les donnerons par le biais de certaines expressions largement partagées par le public étant entendu que pour ceux qui veulent des témoignages écrits, les mémoranda populaires peuvent être consultés à ce sujet. En ce qui concerne les expressions populaires, nous entendrons sur le marché, même une vieille dame vendeuse rétorquer aux clients qui se plaignent de l'incessante hausse des prix des produits: «Tuenza munyi; muakasua bukalenga bua Mobutu» (Tshiluba)¹⁷. Ce qui traduit, signifie à peu près: «Que faire! c'est cela la réalité du régime de Mobutu». Des fois, la réponse sera plus anecdotique comme: «MPR en avant!» pour ironiser sur le fait que tout doit aller de mal en pis à l'instar du parti-Etat, le MPR qui occupait le devant de la scène politique. Par ailleurs, pour ne pas charger sa conscience devant le pillage des biens publics, des zaïrois diront allégrement: «Nako regretter te! biloko ya l'Etat ezali biloko ya Mobutu» (lingala: 17) (Je ne puis regretter! Les biens de l'Etat ne sont-ils pas à Mobutu?), sous-entendant par là que tant que l'Etat est géré de manière «patrimoniale»¹⁸, on ne peut se prévaloir d'un certain sens de conscience patriotique. De même, pour se gausser de la personnalisation du pouvoir, ce dont le peuple se plaint au demeurant, les zaïrois appelleront le papier-monnaie de leur pays (le zaïre-monnaie) «elongi ya Papa Maréchal» (lingala) (la photo de Papa Maréchal) comme pour en souligner la non-valeur.

Ce fond de pensée de l'opinion populaire se trouve également dans des mémoranda préparés et lus devant les membres du Bureau national de consultation populaire: les structures et la politique du régime de Mobutu ayant institutionnalisé la corruption, le tribalisme, etc, expliquent les contradictions du pays.

Si c'est de cette manière différente que les deux classes justifient la crise du pays, il est tout indiqué de signaler que ces deux grilles de lecture ont des implications sur les pratiques des acteurs en présence. C'est à l'étude de ces pratiques que nous nous attelons dans le point qui suit.

15. Voir *Pile et Face*, *op. cit.*, p. 14.

16. *Ibidem*, p. 14.

17. Tshiluba, Lingala, Kikongo et Swahili constituent les quatre langues nationales du Zaïre, à côté du français, langue officielle.

18. Sur la notion de «patrimonialisme», voir *politique Africaine*, núm. 26, Janvier 1987.

II. Stratégies des acteurs zairois

Le paysage zairois dont nous venons de présenter la manière cette crise est interprétée offre un kaléidoscope de pratiques sociales intelligibles seulement à partir de cette grille de lecture de la situation nationale. En fait, devant les défis de la société zairoise, l'unanimité aussi bien dans l'explication des causes que dans la quête des solutions n'est plus de mise. Aussi, pour la survie, la société zairoise contraste-t-elle dans ses pratiques selon que l'on considère la classe dirigeante ou la masse populaire.

II.1. *Stratégies de la classe dirigeante*

Depuis Spinoza, nous savons que «chaque être tend à persévérer dans son être». Dans ce sens, la classe dirigeante a déployé un ensemble de stratégies et ce, sur deux fronts.

Sur le front interne, elle a eu à utiliser un discours de conscientisation révolutionnaire du militant (le peuple); ce fut la raison d'être de rassemblements populaires tenus souvent par le Chef de l'Etat et aux niveaux inférieurs par d'autres responsables du parti. Ce fut ainsi que lors de la IV^e session du Congrès du MPR en mai 1988, le Chef de l'Etat a suggéré l'élaboration et la diffusion d'un «vademecum du militant» (Discours au IV^e Congrès, Mai 1988). Ce fut pour la même raison que des appareils idéologiques ont été créés et intégrés dans les structures de l'Etat (cas du ministère de la Mobilisation, Propagande et Animation Politique: MOPAP). D'autre part, elle a quadrillé la société en la verrouillant grâce à des appareils de contrainte (la Garde civile: 1987; la Division Spéciale Présidentielle, DSP: 1988).

C'est sur le plan externe que la classe dirigeante déploiera une diplomatie active pour en retirer suffisamment des ressources devant consolider sa recherche hégémonique. Sous la Seconde République, il est utile de se rappeler que «la légitimation extérieure y prédomine donc certainement sur la légitimité interne», car «si Mobutu ne peut se prévaloir au départ que d'une légitimation interne minimale accordée à contrecœur par le monde politique impuissant, il a par contre une légitimation externe maximale, auprès de ses protecteurs occidentaux...»¹⁹. C'est à la recherche de «cette base d'appui occidentale multilatérale»²⁰ que s'évertuera la classe dirigeante; ce qui entraînera une forte dépendance. Cependant, cette dépendance est acceptée et gérée par cette classe «pour sa survie et non pour le développement économique ou le bien-être de la masse des zairois»²¹.

19. J.-P. Peemans, «Le Zaïre sous le régime de Mobutu. Les grandes étapes de l'évolution économique et sociale», in *Pile et Face*, op. cit., p. 22.

20. *Ibidem*, p. 22.

21. T.M. CALLAGHY, art. cité, p. 62.

C'est cette logique qui explique le fait que, en dépit de la «vassalisation» dont il est l'objet de la part des organisations financières internationales (FMI, BIRD), le Zaïre de Mobutu ne cesse de composer et de recomposer avec celles-ci.

Chercher la légitimité extérieure et diversifier la dépendance extérieure constituent, outre le verrouillage interne de la société, des stratégies adoptées par la classe dirigeante²², pour surmonter la crise et survivre. Mais qu'en est-il des stratégies de la masse populaire?

II.2. *Pratiques de la masse populaire*

Les pratiques sociales adoptées par cette classe pour survivre se rationalisent à la lumière de leur lecture de la crise. Considérant la classe dirigeante comme responsable de la crise, la masse populaire adopte une attitude par le moins «révolutionnaire», consistant à subvertir les mécanismes étatiques: le peuple évitera l'Etat. C'est le processus de marginalisation de l'Etat dont Achille Mbembe fait écho²³. Ce processus expliquera contradictoirement la violence et l'intimidation dont s'est servi l'Etat sous la deuxième République pour mobiliser le peuple à l'occasion de certaines circonstances (travaux collectifs de salongo, accueil du Chef de l'Etat et/ou de ses collègues étrangers, défilés).

Le peuple évitera l'Etat par son attitude à préférer faire trancher ses litiges souvent non pas auprès des appareils judiciaires, mais au niveau des familles. L'existence de ces genres des tribunaux «parallèles» est constatée dans beaucoup de centres et a été fustigée par les organes du parti alors²⁴.

Le peuple zaïrois évite encore l'Etat lorsque au lieu de travailler dans le secteur formel public ou privé, dont il se gausse du «salaire de la faim», il préfère se «débrouiller» en respect de «l'article 15» zaïrois. Ceci a accéléré le développement au Zaïre, d'un secteur informel très dynamique²⁵ procurant travail et revenus substantiels à ceux qui s'y livrent. L'avancée de ce secteur informel provoquera par ailleurs des sentiments de frustration chez les travailleurs dans le secteur formel, ce qui a créé la détérioration de la conscience professionnelle et l'absentéisme, attitudes dont le Chef de l'Etat se plaindra chez le militant zaïrois (Cf. Discours au 3e Congrès du MPR, 1982 et au IVe Congrès, 1988).

Ce secteur informel est dynamique aussi bien dans les milieux urbains que

22. Cette étude des stratégies de la classe dirigeante fail largement état de la situation ayant prévalu sous la deuxième République, la vraie histoire de la 3^e République n'ayant pas encore commencé.

23. A. MBEMBE, *Afriques indociles*, Paris, Karthala, 1988, p. 21.

24. La presse locale a largement fait écho de cette situation. voir MJUMBE, *Journal du Shaba* (1980) et Elima, quotidien national de Kinshasa (1979-1980).

25. Sur la vitalité du secteur informel en Afrique et au Zaïre, voir M. PENOUIL et J.P. LACHAUD (éds), *Développement spontané. Les activités informelles en Afrique*, Paris, Pédone, 1985.

ruraux et constitue la filière de substitution aux insuffisances de l'économie officielle. Evidemment, ce secteur informel constitue une soupape de sécurité pour le régime de Mobutu, mais essentiellement, il est un mécanisme de survie pour les masses²⁶.

Les dernières pratiques auxquelles s'adonnent les «damnés» du Zaïre consistent dans le recours aux activités religieuses dont la manifestation est l'existence des sectes religieuses populaires. Que les activités religieuses ne soient pas exclusives de la masse, cela est de loin la vérité. Que ces sectes se retrouvent dans des quartiers suburbains est une preuve de la catégorie sociale qui les fréquente. Que les «descamisados» zaïrois recourent aux mouvements religieux, cela ne peut pas être considéré comme une fuite en avant cachant leur impuissance devant la scène sociale. Au contraire, il convient d'y reconnaître une tentative de réajustement des rapports sociaux par laquelle ceux qui évitent l'Etat se créent un univers dont le champ symbolique fait partie prenante de stratégies de survie²⁷.

Ces stratégies de survie populaires créent en fin de compte une césure praxéologique dans la société zaïroise entre un champ étatique en quête de position hégémonique, que du reste, il ne saurait conquérir et un champ couvrant «une société civile» (R. Fossaert, J.-F. Bayart), un champ autonome ayant sa dynamique propre échappant au premier. Ceci nous permet de dire que la société zaïroise est éclatée.

* * *

Au terme de cette analyse dont l'ambition était de présenter la lecture de la crise par les acteurs zaïrois et surtout d'appréhender leurs stratégies pour la survie, il sied de rappeler que la dialectique de survie a créé au Zaïre un paysage renvoyant à une jungle. Et l'Etat a perdu tout contrôle sur la société.

Dans ce contexte, il faut interpréter la décision d'introduction du multipartisme au Zaïre comme une bouffée d'oxygène portée à la rescousse de la classe dirigeante qui, essoufflée dans sa recherche hégémonique, asphyxiée dans son exercice solitaire du pouvoir, veut se récupérer et récupérer la société civile pour relever ensemble les défis de société.

A la lumière de ce constat, on peut évaluer le futur possible du Zaïre en reconnaissant que ou la classe dirigeante actuelle peut boire le vin de la démocratisation jusqu'à la lie en acceptant des évolutions même suicidaires pour elle, ou elle peut se crispier sur ses positions et faire une mascarade de libéralisation politique. Dans le premier scénario, la survie du Zaïre augure des lendemains qui enchanteront tous les acteurs; et surtout la majorité écrasée; le second scénario bloquera, comme actuellement, l'avenir de ce pays: le sera de plus en plus éclaté et en voie de sous-développement politique et économique.

26. M.G. SCHATZBERG, *op. cit.*, p. 140.

27. A. MBEMBE, *op. cit.*, p. 25.

